

Objet : Opération « AVOCAT DANS L'ECOLE » 2008

Réseaux : Tous

Niveaux et services : fondamental et secondaire

Période : Année scolaire 2007-2008

- A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province;
- A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres ;
- Aux Organes de représentation et de coordination ;
- Aux Pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement fondamental et secondaire subventionnés par la Communauté française, ordinaires et spécialisés ;
- Aux Chefs d'établissements d'enseignement fondamental et secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française, ordinaires et spécialisés ;
- Aux membres des services d'Inspection de l'enseignement fondamental et secondaire ;

Pour information :

- Aux Directions des Centres P.M.S. organisés ou subventionnés par la Communauté française ;
- Aux Associations de Parents;
- Aux organisations syndiales.

Autorités : Ministre-Présidente, en charge de l'Enseignement obligatoire

Signataire(s) : Marie ARENA

Gestionnaires : Cabinet de Madame la Ministre-Présidente

Personne(s)-ressource(s) : Fanny CONSTANT (fanny.constant@cfwb.be)

Nombre de pages : 2 pages - 2 annexes

Téléphone pour duplicata : Serv des circulaires de la Communauté française

Mots-clés : avocat, justice, tribunal, citoyenneté

Madame, Monsieur,

Voici plus de 15 ans que, chaque année, l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone donne rendez-vous aux élèves de 5^{ème} et 6^{ème} années de l'enseignement primaire et du dernier degré de l'enseignement secondaire et leur permet de rencontrer directement dans leur établissement scolaire des avocats qui, à travers leur vécu et leur expertise, peuvent mieux que quiconque les introduire aux réalités de l'univers judiciaire.

La pertinence de l'opération « **Avocat dans l'école** » est ainsi largement reconnue par le monde de l'enseignement.

L'école, lieu privilégié de l'apprentissage de la citoyenneté, doit en effet être un exemple en matière d'exercice du droit. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'elle s'est ouverte aux pratiques démocratiques en associant communautés éducatives et partenaires de l'école, et en initiant ainsi les élèves à une citoyenneté active. Cette participation à la prise de décision donne sens à la loi au sein de l'institution scolaire en termes de droits, mais aussi de devoirs.

Par ailleurs, et en débordant du strict cadre de l'école, qu'il s'agisse de l'application de la loi sur la compétence universelle, de dossiers douloureux et perturbants qui font régulièrement l'actualité, ou encore de l'intervention de la justice dans les conflits sociaux, les élèves sont quotidiennement amenés à s'interroger sur le rôle et le fonctionnement de la justice.

Or, la pratique a montré que les élèves ont souvent une vision mythique de l'institution judiciaire, teintée de fausses croyances et de fantasmes auxquels les fictions et une médiatisation grandissante ne sont pas étrangères.

« **Avocat dans l'école** » est une opération à visée pédagogique organisée par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone.

Avec « Avocat dans l'école », les enseignants se voient offrir le concours d'un avocat bénévole qui va sensibiliser, pendant quelques heures, leurs élèves aux rouages de la justice, et plus largement, aux grands principes et acteurs d'un état de droit. En termes simples et concrets, le praticien de la justice qu'est l'avocat démonte le fonctionnement complexe de l'institution judiciaire, les principes fondamentaux de notre démocratie ou encore l'élaboration d'une loi. Pour ce faire, l'avocat adapte son exposé au niveau des élèves et l'intègre dans le processus méthodologique de l'enseignant concerné, au travers d'exemples vécus et des échanges qui naîtront avec la classe.

A qui s'adresse cette opération ?

Cela s'adresse aux élèves de 5^{ème} et 6^{ème} primaire, ainsi qu'aux élèves de 5^{ème} et 6^{ème} secondaire. Dans le cadre de différentes disciplines telles que : cours de français, de religion ou de morale, cours d'histoire ou d'étude du milieu, de latin, de sciences sociales, sciences économiques, etc...

Quand se déroule-t-elle ?

L'opération démarre officiellement le 21/01/08 pour se clôturer le 21/05/08.

Quel est le principe de « avocat dans l'école » ?

Le but de l'opération « Avocat dans l'école » est d'aider l'enseignant à faire découvrir aux jeunes le monde de la justice : Comment il fonctionne, quel est le rôle de chacun des acteurs du système judiciaire, quel est le rôle de ce système au sein d'une démocratie, comment naît une loi,... il parlera de son métier, illustrera son propos d'exemples concrets et répondra aux questions posées par les élèves et par l'enseignant :

- Quels sont les droits et les devoirs fondamentaux de chaque citoyen ?
- Comment se déroule un procès ?
- Que coûte la justice ?
- Tout le monde a-t-il le droit d'être défendu ?
- Comment et pourquoi doit-on défendre un criminel ?

Pourquoi participer à cette opération ?

Parce qu'elle entre dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté qui fait partie intégrante des missions de l'école. Parce que, grâce à l'intervention d'un acteur de terrain, vous pourrez, en tant qu'enseignant, illustrer et approfondir la découverte de la démocratie et de ses institutions. Parce qu'il est essentiel de faire comprendre aux citoyens de demain que le droit est partout, dans notre intérêt à tous.

Comment participer ?

Il suffit de contacter le responsable de l'opération du barreau de votre arrondissement judiciaire (voir liste en annexe) en lui envoyant, par mail ou par fax, un formulaire d'inscription dûment complété. Il vous mettra alors directement en contact avec un avocat et vous pourrez fixer avec lui la date et l'heure de son intervention.

Les organisateurs insistent sur l'importance de préparer la visite de l'avocat avec les élèves pour que son intervention soit la plus productive et la plus exploitable possible dans le cadre de votre enseignement.

Pour cela, vous disposerez de dossiers pédagogiques réalisés en collaboration avec Les Editions Vers l'Avenir et adaptés soit au primaire ou au secondaire. Ils seront disponibles au sein de chaque barreau, sur demande auprès de l'O.B.F.G., ou encore téléchargeables sur les sites www.enseignement.be , www.jde.be ou encore sur www.avocatdanslecole.be qui constitue également un outil pédagogique très ludique.

En dernière page de ces dossiers, une série de pistes vous sont proposées sous forme de questions. Celles-ci peuvent vous aider, et aider les jeunes, à entamer une réflexion sur le sujet et trouver ainsi une orientation aux questions qu'ils poseront à l'avocat.

Je salue l'offre récurrente de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et soutiens financièrement « Avocat dans l'école ».

Persuadée que vos élèves et vous tirerez un réel bénéfice de la venue d'un avocat dans la classe, je vous encourage à participer à cette opération.

Je vous invite à faire part de cette initiative à l'ensemble de votre équipe pédagogique.

Je remercie de votre collaboration.

MARIE ARENA
Ministre-Présidente en charge de l'Enseignement obligatoire



Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique

Liste des responsables « Avocat dans l'école » 2008

Responsable O.B.F.G.	Sibylle DECHAMPS	Av. de la Toison d'or – 65 - 1060 Bruxelles Tél. : 02/648.20.98 – Fax : 02/648.11.67 Courriel : sd.comm@avocats.be
ARLON	Me Joëlle SAUSSEZ	Rue de Diekirch, 62 - 6700 Arlon Tél. : 063/23.60.20 - Fax : 063/23.51.31 Courriel : jsaussez1@yucom.be
BRUXELLES	Mme Christine WEIRAUCH (secr. : Bénédicte Estiévenart)	Palais de Justice - 1000 Bruxelles Tél. : 02/508.63.74 - Fax : 02/508.64.53 Courriel : ordre@barreaudebruxelles.be
CHARLEROI	Me Emmanuelle ATTOUT	Rue du Parc, 42 - 6140 Fontaine l'Evêque Tél. 071/52.57.25 - Fax : 071/54 09 58 Courriel : e.attout@scarlet.be
DINANT	Me Marie-Paule HUSSIN	Rue Alexandre Daoust, 40 - 5500 Dinant Tél. : 082/67.91.10 - Fax : 082/22.63.18 Courriel : mp.hussin@skynet.be
EUPEN	Me HG. VEIDERS	Major Long-Strasse – 38 - 4780 Saint-Vith Tél. : 080/22.61.32 - Fax : 080/22.79.89 Courriel : hg.veiders@avocat.be
HUY	Me Julie ANDERNACK	Rue Gaston Grégoire, 16 - 4540 Amay Tél. : 085/31.50.01 - Fax : 085/31.50.01 Courriel : julie.andernack@skynet.be
LIEGE	Me Valérie GABRIEL	Quai G. Kurth, 12 – 4020 Liège Tél. : 04/344.96.39 – Fax : 04/344.08.64 Courriel : valerie.gabriel@avocat-kurth.be
MARCHE	Me Renaud DUQUESNE	Rue Victor Libert, 8 - 6900 Marche-en-Famenne Tél : 084/31.20.15 - Fax : 084/31.20.03 Courriel : rdupesne@bourgavocats.be
MONS	Me Bruno WAEGENAERE	Rue Père Damien, 1 - 7090 Braine-le-Comte Tél. : 067/56.12.13 - Fax : 067/56.09.91 Courriel : bruno.waegenaere@scarlet.be
NAMUR	Me Caroline QUOILIN	Place A. Ryckmans, 4 - 5000 Namur Tél. : 081/22.56.71 – Fax : 081/22.42.70 Courriel : c.quoilin@verschure.com
NEUFCHATEAU	Me Alexandre MIGNON	Avenue de la Gare, 42 - 6840 Neufchâteau Tél. : 061/27.88.78 - Fax : 061/27.90.91 Courriel : a.mignon@avocat.be
NIVELLES	Me Christian DALNE	Boulevard Charles Van Pée, 31 – 1400 Nivelles Tél. : 067/21.18.12 – Fax : 067/84.00.29 Courriel : dalne.avocat@swing.be
TOURNAI	Me Dominique JADOT	Rue de Condé, 35 - 7900 Leuze-En-Hainaut Tél. : 069/66.66.00 – Fax : 069/66.66.01 Courriel : cbdj@skynet.be
VERVIERS	Me Marc GILSON	Avenue de Spa, 5 - 4800 Verviers Tél. : 087/22.20.74 - Fax : 087/23.03.86 Courriel : gilson.marc@skynet.be



Ordre des barreaux francophones et germanophone

« AVOCAT DANS L'ECOLE » 2008

Formulaire d'inscription

Ce document est à faxer au responsable « Avocat dans l'école » de votre barreau
!! avant le 31/01/2008 !! (voir liste jointe)

Date : / /

Ecole : Dénomination + adresse complète :

.....
.....
.....
.....

Téléphone : Fax :

Classe : précisez le niveau et le nombre d'élèves (Un formulaire par classe)

.....
.....
.....

Si vous désirez la visite d'un avocat que vous connaissez déjà et avec lequel vous êtes en contact, merci de signaler son nom :

.....
.....

Jours et horaire :

L'avocat désigné prendra contact avec vous et vous pourrez planifier ensemble la date et l'heure de la visite. *Attention : nous mettons tout en œuvre pour satisfaire un maximum d'écoles. Cependant, les avocats effectuent ces visites bénévolement et en marge de leur activité professionnelle. Nous ne pouvons donc pas garantir de répondre à toutes les demandes, qui sont plus nombreuses chaque année. Nous vous remercions pour votre compréhension.*

Personne à contacter + téléphone ou Gsm

.....
.....



AVOCAT DANS L'ÉCOLE

WWW.AVOCATDANSLECOLE.BE

DOSSIER RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC L'ORDRE DES BARREAUX FRANCOPHONES ET GERMANOPHONE

PRIMAIRE



Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique
www.avocat.be

L'AVOCAT CONSEILLE. L'AVOCAT CONCILIE. L'AVOCAT DÉFEND.

Avec le soutien de la Communauté française de Belgique et de la ministre de la Justice



QUAND LA JUSTICE S'EN MÊLE

Qu'est-ce qu'un inculpé, un juge d'instruction, un suspect, le parquet, un barreau... ? A quoi sert un juge ? Et un avocat ? Doit-il continuer à défendre quelqu'un s'il sait qu'il est coupable ? Vous trouverez des réponses à ces questions dans ce dossier.

Il y a eu de l'ambiance, jeudi, sur le terrain de volley de l'école! Martin et Arthur se sont fameusement bagarrés: Julien hurlait qu'Arthur ne se trouvait pas à sa place quand il avait lancé le ballon. L'autre criait que non. Il a fallu appeler le directeur qui a écouté les deux garçons, puis les autres joueurs avant de décider qu'il fallait recommencer l'action de jeu.

Voilà une situation dans laquelle une personne (le directeur) a servi de médiateur (d'intermédiaire) pour trouver une solution à un conflit entre deux élèves.



Quand un conflit éclate entre plusieurs personnes, la loi sert à apporter des solutions à ce conflit...

Des règles pour vivre ensemble

Pas facile de vivre ensemble dans une classe, dans une rue, un quartier, un pays. Il faut, pour cela, trouver certaines règles, certaines obligations et interdictions que

tous les citoyens (les habitants d'un pays) doivent respecter.

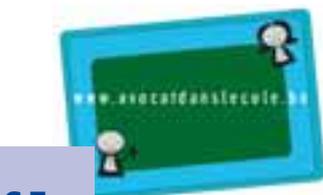
Ces règles, on les appelle des lois. Quand un conflit éclate entre plusieurs personnes, la loi sert à apporter des solutions à ce conflit. Ce sont les sénateurs et les députés au Parlement, c'est-à-dire des personnes élues (choisies par un vote) pour représenter les habitants, qui votent (décident) ces lois.

Mais il faut aussi faire respecter les lois: c'est le rôle des juges. Les juges (ou magistrats) doivent trancher (prendre des décisions) et, parfois, condamner et punir. La justice sert donc à défendre et à protéger tous les citoyens quand leurs droits sont en danger. La règle est que tout le monde a le droit d'être défendu, aussi bien les victimes que les accusés.



Et l'avocat ?

Au cinéma ou à la télévision, vous avez sûrement déjà vu un avocat plaider c'est-à-dire défendre une personne dans un **tribunal**. Un **avocat**, c'est un **juriste** (qui a étudié le **droit** c'est-à-dire l'ensemble des règles qui organisent la vie en société). Mais le premier rôle d'un **avocat**, c'est d'essayer par une discussion de trouver une bonne solution quand des personnes ne sont pas d'accord. Il les informe sur leurs droits, leurs devoirs et sur les différentes façons de régler le conflit. Quand c'est possible, il essaie de trouver avec ces **parties** (personnes) un terrain d'entente pour régler le problème. Si ce n'est pas possible, c'est le **tribunal** qui dira qui a raison.



DES AVOCATS DANS VOTRE CLASSE...

Chaque année, des avocats viennent dans des classes de cinquième et sixième primaire pour aider les enfants à mieux comprendre comment fonctionne la justice. Cette opération s'appelle "Avocat dans l'école". Toutes les écoles ont reçu un formulaire d'inscription pour cette opération, si vous êtes intéressés vous pouvez le renvoyer par fax au responsable du barreau de votre région. Vous pouvez aussi téléphoner au responsable de l'OBFG pour avoir plus d'information au 02/533.21.07 ou sd.comm@avocats.be

Photos : Tous les clichés de ce dossier sont © Istockphoto, à l'exception des images © EdA.

Le mot avocat vient du latin "ad vocatus" : celui qui porte secours

SOMMAIRE :

Quand la justice s'en mêle	page 2
La justice et ses acteurs	page 3
Les enfants ont-ils des droits?	page 6
Pour vous aider à préparer la visite d'un avocat	page 7
Glossaire	page 8

AU SECOURS !

Juriste, barreau,...

C'est super compliqué! Pas de panique. Vous trouverez en page 8 la définition des mots de la justice (tout ce qui est en caractères gras dans les pages)



LA JUSTICE ET SES ACTEURS

Voici des situations dans lesquelles un conflit doit être réglé par la justice. Vous y verrez jouer de plus en plus d'acteurs.

D'abord plantons le décor: Jean et Béatrice Blancsec habitent dans une petite ville, Trouville sur Meuse, avec leurs trois enfants, Julien, 16 ans, Audrey, 12, et Arthur, 7 ans.

Nestor et Lola, les poneys Shetland des Blancsec ont aperçu dans le potager du voisin, Albert Lesire, d'appétissantes salades. Un trou dans la clôture leur a permis d'aller les croquer à belles dents. Ils en ont d'ailleurs profité pour achever leur repas par quelques rangées de carottes avant de rentrer chez eux en piétinant les haricots et les petits pois. Albert Lesire s'est mis dans une violente colère: cela faisait la huitième fois que son potager recevait la visite des poneys des voisins!

"Civil", c'est comme "privé"

Voilà un **litige** (un conflit) entre deux personnes (des voisins) qui ne dérange personne d'autre. On dit que ce conflit concerne le **droit civil** (cela vient du mot latin "civis" : citoyen). Auparavant, à plusieurs reprises, les choses s'étaient arrangées: la famille Blancsec avait offert un panier de légumes frais à Albert Lesire et l'avait aidé à replanter

des légumes. Mais cette fois, celui-ci en a assez. Le conflit sera donc réglé par un **tribunal civil** appelé **justice de paix**. Comme son nom l'indique bien, le **juge de paix** est chargé de ramener le calme entre les deux voisins. Il écoute les deux personnes en conflit puis donne **son jugement** (sa décision). Il ne condamne évidemment pas Jean Blancsec à la prison mais il l'oblige à rembourser une somme d'argent à son voisin et lui conseille de réparer sa clôture au plus vite et de mieux surveiller Nestor et Lola. Le **greffier** est le secrétaire de la justice: pendant le procès, il écrit tout ce qui est dit et décidé.



Dans un procès pénal, c'est la société (l'ensemble des citoyens) qui demande que l'on juge et que l'on punisse celui qui est soupçonné d'avoir commis une infraction

Pénal, c'est comme "peine"

Il arrive aussi qu'un conflit ne concerne plus seulement des personnes. En commettant certains actes, on désobéit aux lois qui doivent être respectées par tous les citoyens.

Dans un **procès pénal**, c'est la société (l'ensemble des citoyens) qui demande que l'on juge et que l'on punisse celui qui est soupçonné d'avoir commis une **infraction** c'est-à-dire d'avoir désobéi aux lois. C'est pour cela que l'on dit que cette affaire concerne le **droit pénal** (de "peine" : punition). Cette **infraction** sera jugée par un **tribunal pénal**.

Une contravention

Jean Blancsec s'est offert un petit bijou: une superbe Porsche d'occasion. Pas de chance pour lui, il s'est fait flasher par la police à 143 km/h sur une route où on ne pouvait rouler qu'à 70 km/h au maximum. Jean est **suspecté** d'avoir commis une **infraction** appelée **contravention**. Le voilà devant un **tribunal de police**. Là, un autre acteur est présent: c'est le **procureur du Roi**, un **juge** qui représente la société. Pendant le procès, l'avocat de Jean plaide en sa faveur c'est-à-dire trouver des arguments pour l'excuser un peu: Jean était distrait, il n'a pas vu le panneau de limitation de vitesse, d'habitude, il roule à la vitesse qui est permise,... Et le **juge** qui écoute cet **avocat** donne à Jean une grosse amende sans heureusement lui retirer son permis de conduire.



A la cour d'assises, le président porte une toge rouge et les accusés sont jugés par un jury de personnes tirées au sort dans la population



Un délit

Julien s'est fait agresser par deux hommes qui l'ont battu, puis l'ont obligé à leur remettre son GSM et à retirer avec sa carte de banque au distributeur automatique l'argent qui se trouvait sur son compte en banque.

Il faut beaucoup de documents pour que la justice puisse être rendue



(©EdA)

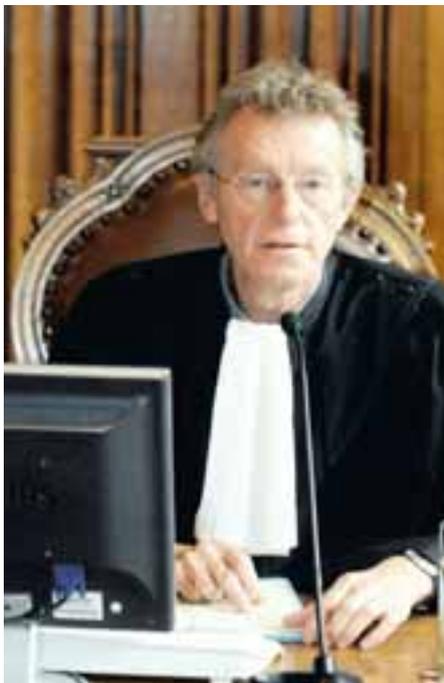
Accompagné par ses parents, Julien a été porter plainte à la police qui a mené l'enquête pour retrouver les agresseurs. Et ils ont fini par les identifier: Ce sont Robin Laforêt (19 ans) et Tony Vanlaetem (21 ans) qui ont fait le coup.

Ces deux garçons sont responsables d'un **délit** (vol et coups). Ils pourront être jugés par un **tribunal correctionnel**. Là, devant le **procureur** et le **juge**, ils sont être défendus chacun par un avocat. Celui de Tony Vanlaethem explique que son **client** vit des moments difficiles: il a perdu son travail, son logement, sa petite amie vient de le quitter. L'**avocat** du deuxième agresseur de Julien explique que Robin Laforêt s'est laissé entraîner par Tony et qu'il regrette ce qu'il a fait. La famille de Julien, elle, représente la **partie civile** c'est-à-dire la victime qui demande au tribunal d'obtenir une réparation.

Elle est aussi représentée par un **avocat**. Celui-ci réclame 500 euros pour

remplacer le GSM et la somme d'argent volée mais aussi 250 euros parce que Julien, blessé, a dû manquer l'école et se faire aider par un psychologue.

Le **procureur** demande que Robin et Tony soient condamnés à travailler gratuitement pendant quelques semaines, quelques mois, dans un hôpital, un home pour les personnes âgées, ... Ce sont des travaux d'intérêt général qui remplacent parfois un séjour en prison. Le **juge** dit que le tribunal va réfléchir à cette proposition du **procureur** et que le **jugement** (la décision) sera connue le 11 septembre.



(© EdA)



Le crime

C'est un drame horrible qui s'est déroulé à Trouville sur Meuse. Pétronille Ladouce, une vieille dame de 88 ans a été assassinée. Elle ne s'est pas assez méfiée quand on a sonné à la porte : elle attendait la visite son petit-fils.

Après une longue enquête, Marc Binette, le **suspect**, est jugé par un tribunal spécial: la **cour d'assises** qui juge les **crimes** c'est-à-dire les **infractions** les plus graves comme des assassinats, des enlèvements, ...

Dans ce genre de tribunal, il y a un grand nombre d'acteurs. La société est représentée par l'**avocat général** qui demande que le criminel soit condamné.

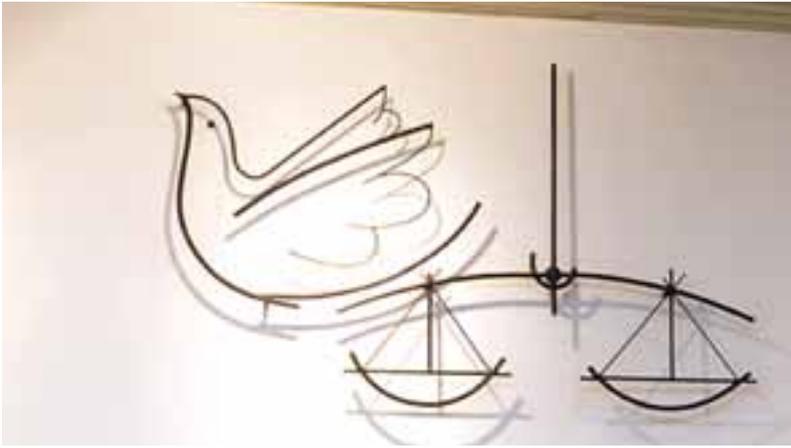
Mais la grande différence avec les autres procès, c'est que ce sont douze simples citoyens appelés des **jurés** qui décident si l'**accusé** est coupable ou non. Pour qu'ils puissent juger, on réexplique toute l'affaire pendant le procès : on fait venir au tribunal des témoins (c'est-à-dire des personnes qui connaissent l'**accusé** ou les **victimes**) et des experts (par exemple un psychologue qui explique la personnalité de l'**accusé**).

Puis, si une majorité de **jurés** dit que l'**accusé** est coupable, ce jury, aidé par des **juges** professionnels, décide la sanction (cela peut aller de cinq ans de prison à la perpétuité c'est-à-dire jusqu'à la fin de la vie du criminel).



Travailler gratuitement pendant quelques semaines, quelques mois, dans un hôpital, un home pour les personnes âgées, ... Ce sont des travaux d'intérêt général qui remplacent parfois un séjour en prison.

Le juge est d'abord là pour tenter de régler les conflits entre personnes (Justice de paix) ou entre la société et des personnes



(© EdA)

Mais que se passe-t-il avant le début d'un procès ?

Et qu'arrive-t-il si on n'est pas d'accord avec le jugement qui a été rendu ?

Quand une affaire concerne le **droit pénal**, certains acteurs entrent déjà en scène avant le début du procès.

Reprenons le cas de l'agression de Julien. Quand Jean et Béatrice Blancsec portent plainte à la police, celle-ci note tout ce qu'ils disent dans un document appelé "procès verbal", puis l'envoie au **Parquet**. Rien à voir avec un plancher de bois. Le Parquet, c'est le nom que l'on donne au **procureur du Roi** et à ses **substituts** (ceux qui l'aident).

Le **Procureur du Roi** va mener l'enquête avec la police pour trouver les coupables, pour chercher des preuves.

On appelle cette étape **l'information**.

Puis, le **procureur** peut estimer que ce **délit** est suffisamment grave pour pouvoir être jugé par un tribunal même s'il n'y a pas encore de **suspect**. Il va alors demander à un **juge d'instruction** de mener une enquête pour préparer le travail des juges au tribunal.

Ce **juge d'instruction** doit alors, avec l'aide de la police, rassembler un maximum d'informations, de preuves. Pour cela, il peut utiliser différents moyens : interroger les suspects, mais aussi les victimes, des témoins. Il peut aussi faire des **perquisitions** c'est-à-dire entrer de force dans certains lieux pour emporter des documents, des objets qui seront utiles durant l'enquête.

Parfois, il fait même "rejouer" certains faits : on parle alors de **reconstitution**...

Le juge d'instruction doit, avec l'aide de la police, rassembler un maximum d'informations, de preuves. Pour cela, il peut utiliser différents moyens : interroger les suspects, mais aussi les victimes, des témoins.

Après un procès, les agresseurs ne seront peut-être pas d'accord avec le jugement. Ils pourront alors faire appel c'est-à-dire demander d'être rejugés par un autre tribunal.



Il peut aussi faire arrêter une personne et la mettre en prison avant le procès (on appelle cela la "**détention préventive**") parce qu'il la juge dangereuse pour la société.

Après cette enquête appelée **l'instruction**, si le juge estime qu'il a suffisamment de preuves, il peut demander que le **suspect** soit jugé par un tribunal.

Et si on n'est pas d'accord ?

Après leur **procès**, Jean Blancsec et les agresseurs de Julien ne seront peut-être pas d'accord avec le **jugement**. Ils pourront alors **faire appel** c'est-à-dire demander d'être rejugés par un autre tribunal.

Celui qui est jugé et condamné pour un crime ne pourra pas **faire appel**. Mais il pourra, comme les autres, s'adresser à la **Cour de cassation**. Attention : celle-ci ne va pas rediscuter le fait que le **condamné** est ou n'est pas coupable. Elle va examiner si, durant le procès, le **juge** a appliqué la bonne loi, s'il a respecté la procédure (les règles qui précisent la manière dont les choses doivent se passer).



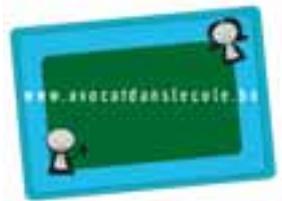
(© EdA)

POURQUOI UN AVOCAT MET-IL UNE ROBE AU TRIBUNAL ?

C'est une coutume qui remonte à l'Antiquité. Les avocats portent une robe noire qui recouvre leurs vêtements.

On a gardé cette habitude pour que les avocats soient tous habillés de la même façon et que leurs vêtements n'influencent pas les juges ou les membres du jury dans un procès à la cour d'assises.

LES ENFANTS ONT-ILS DES DROITS ?



La Belgique, comme la plupart des pays du monde a signé un texte appelé la “Convention des droits des enfants”.



Quels sont ces droits ?

On peut les classer en quatre catégories :

• LES DROITS À LA SURVIE

(vivre, être et rester en bonne santé, manger à sa faim)

• LES DROITS AU DÉVELOPPEMENT

(avoir une famille et un nom, être éduqué, informé, pouvoir jouer et se distraire)

• LES DROITS À LA PROTECTION

(ne pas devoir faire la guerre, travailler dans des conditions difficiles, aller en prison, ...)

• LES DROITS DE PARTICIPATION

(pouvoir dire ce que l'on pense, faire partie d'un groupe,...)

(©EdIA)



La présence d'un avocat dans une classe peut même permettre à l'un d'entre vous d'enfiler une toge....



PEUT-ON METTRE UN ENFANT EN PRISON ?

En Belgique, les mineurs (tous ceux qui ont moins de 18 ans) sont protégés. Il existe un juge de la jeunesse qui les écoute avant de prendre une décision par exemple, dans le cas d'un divorce.

Il peut aussi prendre des mesures spéciales pour protéger les mineurs en danger. C'est aussi le **juge** de la jeunesse qui s'occupe des jeunes qui ont commis un **délit** ou un **crime**.

COMMENT UN AVOCAT PEUT-IL DÉFENDRE QUELQU'UN QUI A FAIT QUELQUE CHOSE DE MONSTRUEUX ?

Chaque **citoyen** a le droit d'être défendu et a droit à un **procès juste**. L'avocat doit essayer de comprendre une personne sans la juger. Et si un suspect ne trouve pas d'avocat, le bâtonnier (le chef du barreau peut en désigner un d'office.

UN AVOCAT DOIT-IL CONTINUER À DÉFENDRE SON CLIENT SI CELUI-CI LUI AVoue SON CRIME ?

Cela n'arrive quasi jamais : la plupart du temps, un accusé n'avoue pas son crime à son avocat; il essaye au contraire de le convaincre qu'il est innocent. Il pense ainsi que l'avocat le défendra le mieux possible.



GLOSSAIRE

ACCUSÉ (ou inculpé) :

personne renvoyée devant un tribunal

AVOCAT :

juriste qui conseille un client, l'aide à s'exprimer ou parle en son nom dans un tribunal.

AVOCAT GÉNÉRAL :

magistrat responsable des lois dans un procès d'assises.

BARREAU :

groupement d'avocats.

BÂTONNIER :

le chef d'un barreau.

CLIENT :

personne conseillée ou défendue par un avocat.

CONDAMNÉ :

personne reconnue coupable par un tribunal

CONTRAVENTION :

infraction au code de la route.

COUR D'APPEL :

tribunal qui revoit le jugement rendu par un autre tribunal.

COUR D'ASSISES :

tribunal qui juge des infractions très graves (des crimes).

COUR DE CASSATION :

tribunal qui juge si un procès civil ou pénal s'est passé selon les règles.

**CRIME :**

l'infraction la plus grave (un assassinat, un viol, par exemple).

DÉLIT :

infraction moyennement grave (un vol, la vente de drogue,...).

DÉTENTION PRÉVENTIVE :

emprisonnement d'un suspect avant d'être jugé.

DROIT :

l'ensemble des règles qui organisent la vie en société.

DROIT CIVIL :

s'occupe des conflits entre des personnes.

DROIT PÉNAL :

s'occupe des comportements qui ne respectent pas les lois.

FAIRE APPEL :

demander d'être rejugué par un autre tribunal.

GREFFIER :

secrétaire d'un tribunal.

INCUPLÉ :

voir "suspect".

INFORMATION :

enquête menée par le Parquet avec la police.

INFRACTION :

comportement qui ne respecte pas la loi.

INSTRUCTION :

enquête menée par le juge d'instruction pour préparer le travail des juges au tribunal.

JUGE :

magistrat qui donne un jugement (une décision) dans un tribunal.

JUGE D'INSTRUCTION :

le juge qui mène l'enquête sur un délit ou un crime pour préparer le travail des juges au tribunal.

JUGE DE PAIX :

magistrat qui s'occupe des conflits entre voisins, entre propriétaire et locataire,... dans un tribunal appelé justice de paix.

JURÉ :

un citoyen qui doit juger dans un procès d'assises.

LITIGE :

conflit.

MAGISTRAT :

juge.

**PARQUET :**

le procureur du Roi et ses aides appelés des substituts.

PARTIE CIVILE :

la ou les victime(s) d'un délit ou d'un crime.

PERQUISITION :

une entrée de force dans certains lieux pour emporter des documents, des objets qui seront utiles durant l'enquête.

PROCUREUR DU ROI :

un juge qui représente la société dans un procès pénal.

RECONSTITUTION :

le fait de rejouer un crime ou un délit durant l'enquête.

SUBSTITUTS :

aides du procureur du Roi.

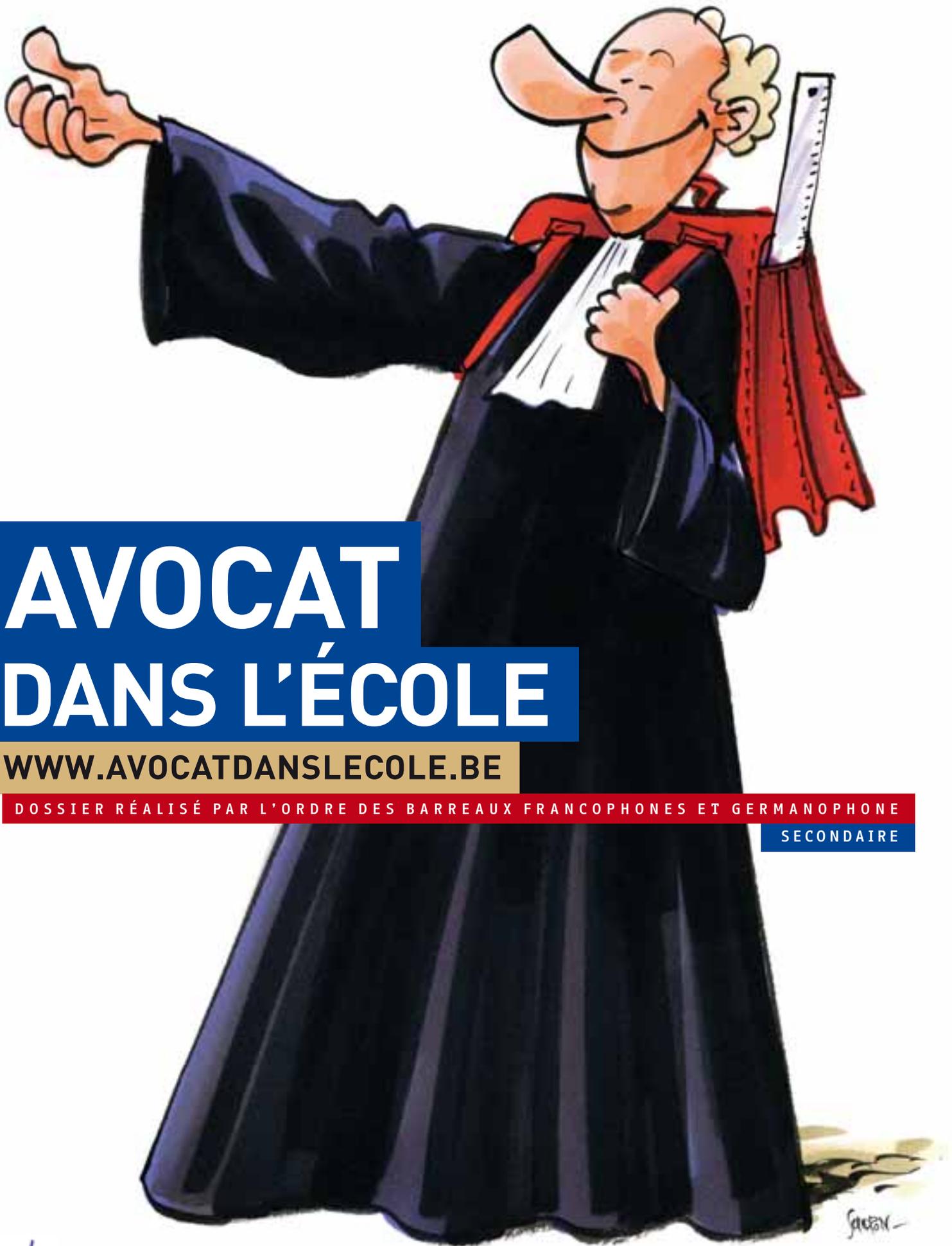
SUSPECT (ou inculpé) :

personne pouvant avoir commis une infraction.

TRIBUNAL :

lieu où on rend la justice.





AVOCAT DANS L'ÉCOLE

WWW.AVOCATDANSLECOLE.BE

DOSSIER RÉALISÉ PAR L'ORDRE DES BARREUX FRANCOPHONES ET GERMANOPHONE
SECONDAIRE



Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique
www.avocat.be

L'AVOCAT CONSEILLE. L'AVOCAT CONCILIE. L'AVOCAT DÉFEND.

Avec le soutien de la Communauté française de Belgique et de la ministre de la Justice



Ministère
de la Communauté
française

QUAND LA JUSTICE S'EN MÊLE

Ordre
des barreaux
francophones et
germanophone



Qu'est-ce qu'un inculpé, un juge d'instruction, un prévenu, le parquet, un jugement en délibéré... ? Quel rôle jouent les magistrats ? Un avocat doit-il défendre une cause qui lui paraît injuste ? Que risque un délinquant de moins de 18 ans ? Suivez le guide dans ce dossier.

Folle ambiance, jeudi, sur le terrain de foot ! Martin et Arthur en sont presque venus aux mains : le premier hurlait qu'Arthur n'était pas hors jeu quand il avait marqué. L'autre prétendait le contraire. Ajoutez à cela que les autres joueurs s'en mêlaient et que cela s'agitait pas mal autour du terrain... Il a fallu que l'arbitre tranche vite...

Voilà une situation dans laquelle un médiateur- l'arbitre- a servi d'intermédiaire, pour apporter une solution à un conflit.

Trois pouvoirs dans l'Etat

Des conflits, nous en vivons au quotidien. Dans la plupart des cas- et idéalement-, ils se soldent par une solide discussion, chacun exposant ses idées et arguments. Pas évident de vivre ensemble en famille, en classe, en groupe, en rue, dans le quartier, ... Pour que tout tourne rond, il est indispensable d'établir des règles, des obligations et des interdictions, acceptées par tous.

A l'échelle d'un Etat, on nomme ces règles des lois que tout citoyen doit connaître et respecter et qui doivent apporter une solution en cas de conflit. Nos élus - les sénateurs et députés aux Parlements

fédéral, régional ou communautaire-, chargés d'élaborer et de voter ces lois*, exercent le pouvoir législatif. Les ministres qui les mettent en application exercent le pouvoir exécutif.

Reste à les faire respecter. C'est le rôle des **juges** ou **magistrats**, exerçant le pouvoir judiciaire. La justice, c'est donc l'application de l'ensemble des règles établies par les hommes pour arbitrer, trancher pacifiquement leurs conflits.

La justice a ses piliers

L'indépendance. Pas question que les parlementaires ou les ministres se mêlent de jouer l'arbitre dans un conflit entre citoyens ! La séparation des pouvoirs, inscrite dans la Constitution, c'est un des principes de notre démocratie.

L'égalité. La justice ne doit favoriser ou défavoriser personne. Chacun a droit à un procès équitable. Les débats doivent être contradictoires, c'est-à-dire permettre à toutes les parties de faire valoir leur point de vue devant le juge.

La gratuité. Les **magistrats** sont payés par l'Etat. Mais c'est le perdant du procès qui paiera les frais de justice. Et chaque partie prend en charge les honoraires de son **avocat**.

POURQUOI FAIRE SIMPLE

...quand on peut faire compliqué ? Le langage juridique est incompréhensible pour la plupart des gens. Difficile d'exprimer des choses très complexes de manière claire, précise, complète, rigoureuse tout en restant accessible. Il arrive régulièrement que le **juge** et l'**avocat** doivent voler à la rescousse du **justiciable** pour expliquer la **procédure**, le **jugement**,... Un glossaire reprenant les termes les plus utilisés, en page 7, vous permettra de ne pas perdre les pédales.



Les personnes bénéficiant de ressources insuffisantes (moins de 750 euros par mois) peuvent bénéficier d'une aide juridique gratuite, autrement dit être défendues par un avocat payé par l'Etat.

Le droit à la défense. Chaque citoyen, accusé ou victime, a le droit à être défendu par un avocat.

Le droit de faire appel. Après un jugement, chaque partie peut interjeter **appel** devant une autre **juridiction**, sauf pour les procès d'assises.

AUX SOURCES DU DROIT

Les lois sont les principales sources du droit. Mais pas les seules. Certaines règles ont été établies par la coutume, c'est-à-dire l'usage consacré par le temps ou suivi dans une profession. Ou par la **jurisprudence**, autrement dit l'interprétation de la loi par les tribunaux. Ou encore par la doctrine (l'interprétation de la loi par les **juristes**) ou l'équité (l'interprétation de la loi compte tenu des circonstances).

LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES

Le Parlement fédéral produit des lois alors que les conseils des Régions et des Communautés produisent des décrets. Le Conseil de la Région bruxelloise, lui, produit des ordonnances.

Photos : Tous les clichés de ce dossier sont © Istockphoto, à l'exception des images © EdA.

A l'échelle d'un Etat, on nomme ces règles des lois que tout citoyen doit connaître et respecter et qui doivent apporter une solution en cas de conflit.

SOMMAIRE :

Quand la justice s'en mêle	page 2
La justice et ses acteurs	pages 3-4
Douze citoyens pour juger les crimes	pages 5-6
Avant l'âge de 16 ans, on n'est pas considéré comme responsable de ses actes	page 7
La justice en pyramide	pages 8-9
Devenir avocat ?	page 10
Pour vous aider à préparer la visite d'un avocat	page 11
Glossaire	page 12

LA JUSTICE ET SES ACTEURS

Voici un ensemble de situations bien concrètes dans lesquelles un conflit est réglé par la justice. Sur la scène, un nombre croissant d'acteurs.



Voilà quatre mois qu'Albert Leroy ne paie plus le loyer de l'appartement de Jean Blancsec. Malgré plusieurs rappels –des envois recommandés-, rien ne change...

“Civil”, comme “privé”

Ce **litige** entre des particuliers concerne le **droit civil** (du mot latin “civis” : citoyen). Comme la grande majorité des affaires arbitrées par des **cours** et des **tribunaux**. Peu spectaculaire par rapport aux procès criminels qui alimentent l'actualité!

Ce conflit entre propriétaire et locataire sera réglé par un tribunal civil appelé justice de paix. Le **jugé de paix** commence par entendre les arguments de la partie demanderesse – Jean Blancsec qui réclame son dû- et de la partie défenderesse.

Un litige entre des particuliers concerne le droit civil (du mot latin “civis” : citoyen). Comme la grande majorité des affaires arbitrées par des cours et des tribunaux.

L'avocat d' Albert Leroy fait valoir les difficultés de son client -des dettes, la perte d'un emploi, des problèmes familiaux,....

Le jugement tombe: le mauvais payeur devra rembourser sa dette, avec la possibilité de l' étaler sur plusieurs mois. Le **greffier**, secrétaire de la justice, est chargé de transcrire les déclarations et le jugement, de rédiger le procès-verbal.

Pénal, comme “peine”

Un conflit peut ne pas concerner uniquement des particuliers. Dans certains cas, on considère que la loi est bafouée et les intérêts de la société lésés.

Dans ce cas, on ne parle plus de droit civil, mais bien de droit pénal.

Changement de décor : dans un procès pénal, c'est la société qui



En justice de paix, les débats sont souvent plus sereins, moins “majestueux” et très utiles

“CELUI QUI PORTE SECOURS”

Du travail de l'**avocat**, on ne retient souvent que les brillantes plaidoiries présentées par les médias ou les films. Le premier rôle de l'avocat – du latin “ad vocatus” (“celui qui porte secours”) –, c'est d'informer les citoyens sur leurs droits et leurs devoirs, et, dans la mesure du possible, de trouver, avec les différentes parties, un terrain d'entente pour résoudre un conflit. Il existe des avocats spécialisés dans divers domaines: la famille, le travail, le commerce,...

Ce n'est que dans le cas où une solution ne peut être trouvée que l'affaire aboutira au tribunal. L'avocat sera chargé alors de s'exprimer au nom de son client pour le défendre ou pour réclamer que ses droits soient respectés

Dans un procès pénal, c'est la société qui demande que l'on juge et que l'on punisse ceux qui sont soupçonnés d'avoir commis une infraction, c'est-à-dire un acte contraire aux lois.

demande que l'on juge et que l'on punisse ceux qui sont soupçonnés d'avoir commis une **infraction**, c'est-à-dire un acte contraire aux lois. Dans ces procès intervient un acteur capital : les **magistrats** qui font partie du ministère public et représentent les intérêts de la société. Ce sont eux qui doivent ap-

porter les preuves de la culpabilité du **prévenu** ou de l'**accusé** et demander une peine.

Selon les types de cours ou de tribunaux, on les appellera **procureur du Roi, parquet, avocat général**, magistrature debout, Ces **magistrats** sont nommés par le ministère de la Justice et sont payés par l'Etat.

Il faut beaucoup de documents pour que la justice puisse être rendue

ASSIS OU DEBOUT

On distingue les magistrats **assis** (ou du siège) qui jugent et tranchent les litiges. Et les magistrats **debout** (ou du parquet) qui instruisent, représentent la société et la défendent devant les tribunaux. Parce que lors d'une audience, ces derniers doivent se lever quand ils prennent la parole. Un magistrat ne juge pas en fonction de ce qui lui paraît juste ou injuste, bien ou mal. Il se base sur ce que prévoit la loi qu'il est chargé de faire respecter. Et lorsque la loi est imprécise, il l'interprète en tenant compte de l'évolution de la société, des mœurs,...



EN BONS TERMES

Dans une affaire concernant le droit pénal, la personne recherchée est appelée le **suspect**. Si les soupçons se confirment, elle peut devenir **inculpée**. Celui (ou celle) à qui on reproche un délit est appelé **prévenu(e)**. Si c'est un crime, on parle d'**accusé(e)**.

LA JUSTICE ET SES ACTEURS

Une contravention

Jean Blancsec s'est offert un petit bijou: une superbe Porsche d'occasion. Belle occasion... de pousser sur le champignon! Ce n'était franchement pas son jour: voilà qu'il s'est fait flasher par la police à 122 km/h là où on ne pouvait dépasser les 90 km/h.

Jean est **suspecté** d'avoir commis une **infraction** appelée **contravention**. Le voilà traduit devant un juge et le **procureur du Roi** (représentant les intérêts de la société) au **tribunal de police**. Il y écoperait d'une amende salée, mais —heureusement— pas d'un retrait de permis de conduire. Et cela, sans doute grâce à son avocat qui a fait valoir la distraction de son client et le fait que, d'habitude, il respecte scrupuleusement les limitations de vitesse.

La contravention, la plus petite de peines



PEINE ALTERNATIVE

Il arrive régulièrement, pour éviter à des condamnés une peine d'emprisonnement ou une amende qu'ils auraient des difficultés à payer, le juge opte pour une **peine alternative** : des travaux d'intérêt général effectués au bénéfice d'une association. Cela représente aussi, pour le condamné, une manière positive de payer sa dette envers la société.. Ce type de peine n'est jamais appliqué pour les meurtres, les assassinats et les infractions à caractère sexuel.

Toute personne accusée qui n'a pas encore été condamnée définitivement par un juge bénéficie de la présomption d'innocence. Qu'elle soit en aveu ou non, qu'elle ait été surprise en flagrant délit ou que les preuves de sa culpabilité soient accablantes.

Un délit

Julien, 16 ans, s'est fait agresser par trois hommes qui l'ont battu violemment puis l'ont obligé à leur remettre son GSM et à retirer avec sa carte de banque au distributeur automatique l'argent qui se trouvait sur son compte en banque.

Inculpés d'un **délit** (vol et coups), ces trois hommes pourront être jugés par un tribunal pénal.

De l'information au procès.

Mais avant cela se déroulent des phases préparatoires.

Jean et Béatrice Blancsec, les pa-

rents de Julien, vont porter plainte à la police qui établit un procès-verbal qui sera envoyé au **parquet**.

Celui-ci n'a strictement rien à voir avec un plancher; c'est le nom donné au **procureur du Roi** et à ses **substitués**. Ils sont chargés, avec l'aide de la police, de rechercher les agresseurs, les preuves, et de recueillir tous les renseignements utiles. Cette enquête permet de repérer deux suspects : Robin Laforêt (22 ans) et Tony Vanlaetem (20 ans).

Au terme de cette phase appelée **l'information**, le **procureur** peut adopter plusieurs attitudes.

S'il estime que cette **infraction** n'est pas trop grave, il peut éviter le procès aux deux délinquants en tentant une médiation entre eux-ci et la victime en vue de trouver un accord.

Mais il peut aussi convoquer les deux **prévenus** devant le **tribunal correctionnel**. L'avocat de Tony explique que son client vit des moments difficiles : il a perdu son travail, sa petite amie vient de le quitter,...

L'avocat de Robin, lui, explique que son client regrette son geste et qu'il s'est laissé entraîner par Tony. Quant à l'avocat de la partie lésée (les parents de Julien), il ré-

clame 500 € pour remplacer le GSM et la somme d'argent volée mais aussi 250 € parce que le jeune, blessé, a dû manquer l'école et recevoir une aide psychologique.

Le **procureur** demande que Tony et Robin soient condamnés à prescrire des travaux d'intérêt général, l'un durant 300 heures, l'autre durant pendant 150 heures à la Croix-Rouge. Le juge annonce qu'il se prononcera en délibéré. Et, deux semaines plus tard, les deux **prévenus** apprennent qu'ils s'en tireront avec cette **peine alternative**. Ils ont évité l'emprisonnement.

PRÉSUMÉ INNOCENT

Toute personne accusée qui n'a pas encore été condamnée définitivement par un juge bénéficie de la présomption d'innocence. Qu'elle soit en aveu ou non, qu'elle ait été surprise en flagrant délit ou que les preuves de sa culpabilité soient accablantes. Cette situation peut paraître injuste pour la victime, mais c'est un choix que notre société a fait. Mieux vaut un coupable en liberté qu'un innocent en prison. S'il subsiste un doute, c'est l'acquittement.

Ceci dit, on doit malheureusement constater que dans les médias, des personnes sont parfois présentées comme coupables même si l'enquête ne fait que commencer. Si la personne était innocentée par la suite, le préjudice subi serait irrémédiable.

Le juge annonce qu'il se prononcera en délibéré. Et, deux semaines plus tard, les deux prévenus apprennent qu'ils s'en tireront avec cette peine alternative.



Certains condamnés restent chez eux pour purger leur peine, ils sont surveillés à distance par un bracelet électronique

DOUZE CITOYENS POUR JUGER LES CRIMES

C'est un drame horrible qui s'est déroulé à Trouville-sur-Meuse. Pétronille Ladouce, une vieille dame de 88 ans, a été assassinée. Elle ne s'est pas assez méfiée quand on a sonné à la porte: elle attendait la visite de son petit-fils.



POURQUOI UN AVOCAT MET-IL UNE ROBE AU TRIBUNAL ?

L'habitude de porter la toge remonte à l'Antiquité. On l'a conservée pour assurer l'uniformité et éviter que les tenues des avocats influencent les juges ou les membres du jury dans un procès d'assises.

Dans cette sombre affaire, le **parquet** commence évidemment par la phase d'information: recherche de l'agresseur, de renseignements, de preuves.

Puis il passe le relais à un **juge d'instruction**.

De l'instruction...

Saisi du dossier, ce juge constitue, durant cette phase appelée l'instruction, un dossier à charge et à décharge, c'est-à-dire qu'il réunit avec l'aide de la police un maximum d'éléments de nature à ré-

vélér la vérité dans cette affaire. Pour ce faire, il dispose de différents moyens d'investigation: interrogatoire des **suspects**, des victimes, des témoins, **perquisitions**, **reconstitution** de certains faits,...

Le **juge d'instruction** décide de placer le suspect, Marc Binette, en détention préventive parce qu'il le juge dangereux pour la société. Ce mandat d'arrêt doit être examiné après cinq jours, puis de mois en mois par la chambre du conseil qui confirmera ou interrompra la détention préventive.

Au terme de l'instruction, si le juge estime qu'il a suffisamment de preuves, il peut demander que le

suspect soit jugé par un tribunal. Cette fois, il s'agit de la cour d'assises qui juge les **crimes**, c'est-à-dire les **infractions** les plus graves comme des assassinats, des viols,...



Au terme de l'instruction, si le juge estime qu'il a suffisamment de preuves, il peut demander que le suspect soit jugé par un tribunal.



...au procès

A la cour d'assises, la société est représentée par l'**avocat général** qui réclame la condamnation du criminel. La famille de la vieille dame représente **la partie civile**, c'est-à-dire la victime qui demande au tribunal d'obtenir réparation.

En se constituant partie civile, la victime bénéficie de certains droits: celui de prendre connaissance du dossier, de prendre la parole lors du procès, d'aller en appel,...

Mais ce qui différencie les procès d'assises des autres procès, c'est que la mission de décider de la culpabilité ou de l'innocence de l'**accusé** est confiée à un jury

composé de douze simples citoyens.

Pour leur permettre d'effectuer correctement leur travail, l'affaire est longuement détaillée au cours du procès. Des témoins connaissant l'accusé et/ou les victimes et des experts (psychologues,...) se succéderont à la barre.

Si une majorité de **jurés** déclare l'**accusé** coupable, ce jury, aidé par des **juges** professionnels, fixe la sanction pouvant aller de cinq ans de prison à la réclusion à perpétuité.



Chaque citoyen a le droit d'être défendu et a droit à un procès juste. Son avocat s'engage à expliquer, dans le respect des lois, le point de vue, la vie, l'histoire du suspect. Mais il doit se montrer critique vis-à-vis de son client et peut refuser de défendre des positions ou des thèses qui lui paraissent injustes ou indéfendables.



PAS CONDAMNÉS, PAS PHOTOGRAPHIÉS

Les membres d'un jury d'assises sont tirés au sort parmi les personnes ayant participé aux dernières élections. D'autres conditions pour faire partie de ce jury: être âgé de 30 à 60 ans, savoir lire et écrire, ne pas avoir été condamné par la justice. Ils ne peuvent être photographiés lors du procès. Voilà pourquoi ce sont des croquis d'**audience** réalisés par des dessinateurs de justice qui décrivent, via la presse, l'ambiance d'un procès criminel.



UN AVOCAT DOIT-IL DÉFENDRE UNE CAUSE QUI LUI PARAÎT INJUSTE ? PEUT-IL REFUSER DE DÉFENDRE UN CRIMINEL ?

Chaque citoyen a le droit d'être défendu et a droit à un procès juste. Son avocat s'engage à expliquer, dans le respect des lois, le point de vue, la vie, l'histoire du suspect. Mais il doit se montrer critique vis-à-vis de son client et peut refuser de défendre des positions ou des thèses qui lui paraissent injustes ou indéfendables. Et si un suspect ne trouve pas d'avocat, le **bâtonnier** peut en désigner un d'office.

(©ECLA)



Avant l'âge de 16 ans, on n'est pas considéré comme responsable de ses actes. Pas question donc d'être jugé comme des adultes devant un tribunal ou une cour.



C'est que depuis plus de quarante ans, une loi prévoit des mesures particulières pour les moins de 18 ans. On considère que les mineurs ne disposent pas de suffisamment de conscience pour être responsables de leurs actes. S'ils commettent un acte contraire à la loi, ils ne seront généralement pas jugés comme des adultes devant le tribunal de police, le tribunal correctionnel ou la cour d'assises.

C'est le juge de la jeunesse qui prendra des mesures ayant pour objectif de les protéger.

Lesquelles ? Cela peut être un bon savon ou le maintien du jeune dans sa famille à certaines conditions: fréquenter régulièrement les cours ou effectuer gratuitement un certain nombre d'heures de travail dans un centre sportif, dans une association culturelle, ... le tout sous la surveillance d'une personne travaillant dans un service de protection judiciaire. Cela peut être aussi le placement dans une famille d'accueil ou dans un home. Ou encore, dans des cas de délits graves ou répétés, le placement dans une institution pu-

blique de protection de la jeunesse dès l'âge de 12 ans. Il en existe trois pour les garçons - à Jumet, à Fraipont et à Wauthier-Braine- et une pour les filles, à Saint-Servais, près de Namur. Les jeunes y sont hébergés, y travaillent et suivent certains cours de formation.

Certains, s'ils ont plus de 14 ans, peuvent être placés dans ces établissements en milieu fermé (sans possibilité de sorties) pour une durée de trois mois renouvelable. Un cas particulier: les jeunes âgés de 16 à 18 ans qui ont commis une infraction de roulage seront jugés par le tribunal de police comme les adultes sauf si ce tribunal estime que le juge de la jeunesse peut prendre des mesures mieux appropriées.

Quand le juge a tout essayé...

Simon, 16 ans, est pris "la main dans le sac" par un policier en civil dans le métro à Bruxelles.

Au commissariat, la police avertit le **juge de la jeunesse** qui reçoit

DES PROBLÈMES FAMILIAUX ?

Le père et la mère de Clémentine, 15 ans, ont divorcé et se disputent la garde de leur fille. Celle-ci a le droit de s'exprimer à propos d'une situation qui la concerne. Elle veut rencontrer le juge de la jeunesse et peut même être assistée gratuitement par un avocat. Le juge l'écouterait et recueillerait aussi l'avis de ses parents. En fonction de ces rencontres et d'un rapport du psychologue que Julie avait consulté, le juge décide en respectant la loi, ce qu'il estime préférable pour elle.

C'est que depuis plus de quarante ans, une loi prévoit des mesures particulières pour les moins de 18 ans. On considère que les mineurs ne disposent pas de suffisamment de conscience pour être responsables de leurs actes. S'ils commettent un acte contraire à la loi, ils ne seront généralement pas jugés comme des adultes devant le tribunal de police, le tribunal correctionnel ou la cour d'assises.

le voleur. Simon connaît bien les lieux: ce juge l'a déjà condamné pour le vol d'une moto, l'an dernier, à effectuer des travaux d'intérêt général (le nettoyage de sentiers forestiers pendant 20 heures).

En volant dans le métro, Simon a poussé le bouchon trop loin. Le juge décide de le placer dans un centre fermé dont il ne pourra pas sortir et où il ne recevra pas de visites.

Une fois sorti, Simon vole une voiture après en avoir éjecté le

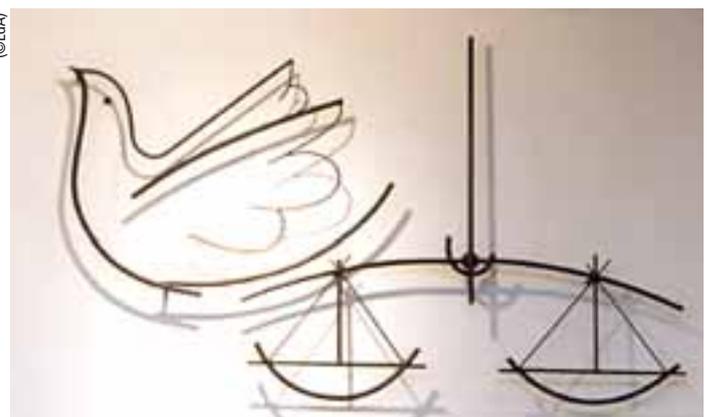
conducteur. Le juge de la jeunesse décide alors de se dessaisir de son cas, c'est-à-dire de passer le relais à un tribunal correctionnel.

Après cinq mois de **détention préventive**, le délinquant est condamné par ce tribunal à 2 ans avec sursis.

Le dessaisissement, c'est un constat d'échec pour le tribunal de la jeunesse. Le juge a pris une telle décision lorsqu'il a tout essayé en vain et lorsque les faits sont particulièrement graves et répétés.

Le dessaisissement, c'est un constat d'échec pour le tribunal de la jeunesse. Le juge a pris une telle décision lorsqu'il a tout essayé en vain et lorsque les faits sont particulièrement graves et répétés.

(©EdA)



UNE BALANCE, UN GLAIVE, UNE DÉESSE

La justice est représentée par divers symboles. D'abord, une balance dont le fléau maintient en équilibre les deux plateaux: celui des droits de la société et celui des droits du citoyen. Le glaive, lui, évoque l'idée de trancher entre le bien et le mal. On représente aussi la justice par la déesse Thémis, les yeux bandés, en signe d'impartialité.

CONDAMNÉ AVEC SURSIS ?

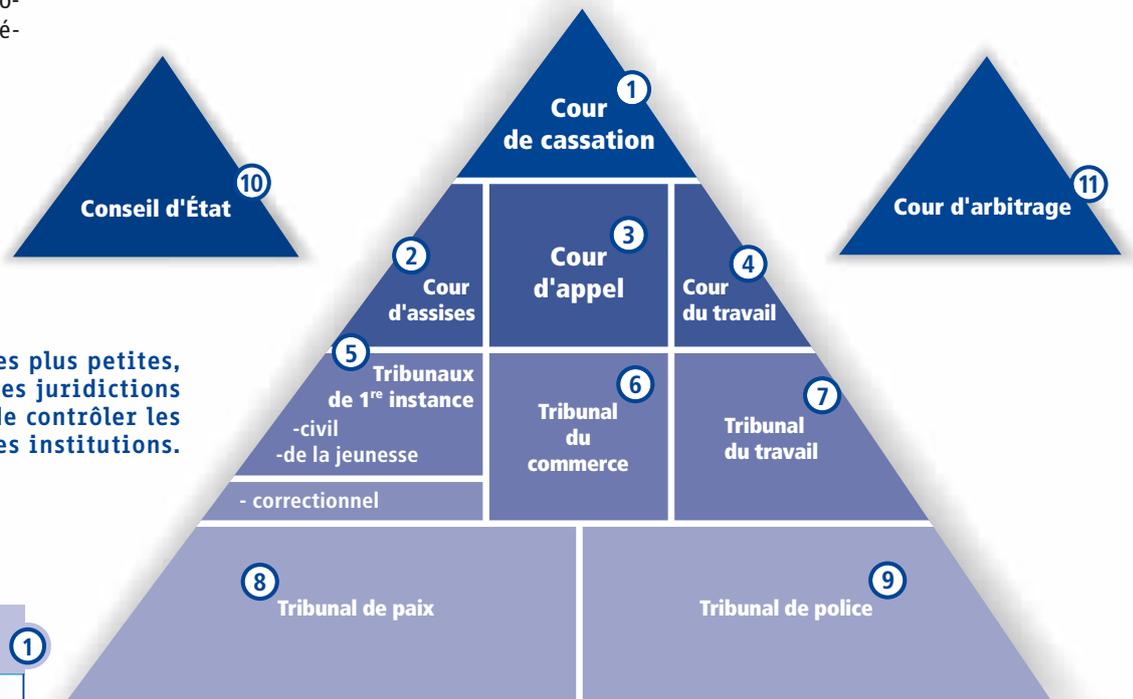
Lorsque le juge décide qu'une personne déclarée coupable et condamnée ne devra pas effectuer sa peine en partie ou en totalité, on parle de sursis. C'est une sorte d'épée de Damoclès: en cas de nouvelle infraction, elle n'échappera pas à la condamnation. En même temps, on évite ainsi les conséquences négatives d'un emprisonnement (la perte d'un emploi, la rupture de liens familiaux, ...).

LA JUSTICE EN PYRAMIDES

Quel est donc le point commun entre l'organisation de la justice en Belgique et le plateau de Gizeh, au Caire en Egypte? Vous ne voyez vraiment pas ? Tous deux comportent trois pyramides.

Le "paysage" de la justice en Belgique se compose en effet d'une grande pyramide construite en 1831 juste après l'indépendance de la Belgique et de deux autres, bien plus jeunes. On a voulu spécialiser les cours et les tribunaux selon les types de conflits à trancher, pour rapprocher le plus possible les diffé-

rentes **juridictions** des personnes qui vivent des problèmes à régler. On a voulu aussi établir une hiérarchie entre les juridictions pour que les jugements rendus puissent être revus par d'autres juges.



Les deux pyramides plus petites, correspondent à des juridictions dont la mission est de contrôler les administrations et les institutions.

COUR DE CASSATION ①

Son rôle ? Elle ne se prononce pas sur le fond des affaires, mais bien sur leur forme. Sa mission : contrôler la légalité des décisions prises par les cours et tribunaux. Elle peut casser un jugement et renvoyer l'affaire devant un autre tribunal ou une autre cour.
Combien ? 1

COUR D'ASSISES ②

Son rôle ? Elle juge les crimes, les délits politiques et les délits de presse.
Combien ? 10, une par province

COURS D'APPEL ③

Leur rôle ? La chambre civile, la chambre de la jeunesse et la chambre correctionnelle s'occupent de l'appel des jugements rendus par le tribunal de première instance ou par le tribunal de commerce.
Combien ? 5, à Bruxelles, Liège, Mons, Gand et Anvers.

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE ⑤

Leur rôle ? Le tribunal correctionnel juge les délits et est chargé de l'appel des jugements du tribunal de police. Au tribunal de la jeunesse, le juge s'occupe de tout ce qui touche les mineurs. Il prend des mesures de protection à l'égard de mineurs en danger et des mesures répressives à l'égard des mineurs délinquants. Quant au tribunal civil, il s'occupe des affaires liées aux droits des personnes (séparation, divorce, adoption,...) et de l'appel des jugements de la justice de paix.
Combien ? 27 (un par arrondissement judiciaire)

COUR DU TRAVAIL ④

Son rôle ? Elle s'occupe de l'appel des jugements rendus par le tribunal du travail.
Combien ? 5, à Bruxelles, Liège, Mons, Gand et Anvers

On a voulu spécialiser les cours et les tribunaux selon les types de conflits à trancher, pour rapprocher le plus possible les différentes juridictions des personnes qui vivent des problèmes à régler.

TRIBUNAL DE COMMERCE ⁶

Son rôle ? Il juge les litiges entre des commerçants ou entre un client et un commerçant. Il prononce les faillites et s'occupe de l'appel des décisions du juge de paix en matière commerciale.

Combien ? 27 (un par arrondissement judiciaire).

Le "paysage" de la justice en Belgique se compose en effet d'une grande pyramide construite en 1831 juste après l'indépendance de la Belgique et de deux autres, bien plus jeunes.



TRIBUNAL DU TRAVAIL ⁷

Son rôle ? Il juge les affaires concernant des relations entre patrons et travailleurs (contrat de travail,...) et la sécurité sociale (pension, chômage,...)

Combien ? 27 (un par arrondissement judiciaire)



JUSTICE DE PAIX ⁸

Son rôle ? Elle juge les affaires civiles et commerciales ne dépassant pas 1 860 euros.

Le juge de paix est compétent pour certaines matières comme des conflits entre époux, des loyers ou des pensions alimentaires non payés, des expropriations,...)

Combien ? 225

TRIBUNAL DE POLICE ⁹

Son rôle ? Il juge les contraventions (infractions au code de la route, tapage nocturne,...) et toutes les conséquences pénales et civiles des accidents de la route.

Combien ? 32.



CONSEIL D'ETAT ¹⁰

Son rôle ? Il s'occupe de situations où il est reproché à l'administration de ne pas avoir respecté la loi. Par exemple quand elle a autorisé la construction d'un bâtiment là où la loi l'interdit. Il conseille les différents gouvernements (fédéral, des Régions, des Communautés) sur les projets de lois, de décrets ou d'ordonnances.

Combien ? 1

COUR D'ARBITRAGE ¹¹

Son rôle ? Vérifier si en votant des lois, des décrets ou des ordonnances, l'Etat fédéral, les Régions ou les Communautés respectent la Constitution.

Combien ? 1



LES HOMMES POLITIQUES PEUVENT-ILS ÊTRE JUGÉS ?

Les parlementaires peuvent faire l'objet d'une enquête pénale comme n'importe quel citoyen. Mais si la justice veut les arrêter ou les juger, il faudra d'abord demander la levée de leur immunité parlementaire. Injuste ? Les responsables politiques bénéficient de cette protection pour éviter que l'action de la justice entrave ou fausse le fonctionnement des institutions.

De plus, il faut souligner que dans les cas où l'immunité a été levée, cela a donné une grande publicité à l'affaire au moment où la culpabilité était loin d'être établie et que la personne était donc présumée innocente.

Les ministres, eux, ne peuvent être jugés que par des juridictions de rang supérieur. Un avantage ? Pas vraiment : un ministre ne peut être jugé que par une cour d'appel, sans jugement en première instance. Il perd donc le droit d'aller en appel.



(© EdA)

DEVENIR AVOCAT ?

Un métier dans le domaine de la justice vous tente ? On conquiert un diplôme de juriste après cinq années de droit à l'Université. Mais pour être avocat, il faut encore accomplir un stage de trois ans dans un barreau sous la houlette d'un professionnel.

C'est la meilleure façon d'acquérir de l'expérience et, pour certains, de choisir une spécialisation dans un domaine précis (droit international, droit fiscal, ...). Certains exerceront aussi la fonction de curateur, chargé d'administrer et de liquider les faillites.

Une autre voie pour les juristes : devenir magistrat. Ou effectuer une formation complémentaire en criminologie – l'étude du délinquant et de la délinquance – accessible aussi à d'autres diplômés (psychologues, assistants sociaux, médecins légistes, ...)

Le notaire, lui, doit être licencié en droit, puis suivre un an d'études supplémentaires ; il doit ensuite effectuer un stage de trois ans chez un notaire, réussir un concours et... avoir la possibilité d'acheter une étude de notaire.

Pour les juristes, les débouchés sont nombreux : banques, assurances, sociétés commerciales, ministères, institutions communales, provinciales, communautaires, fédérales, ...

Et si des études universitaires ne vous tentent pas, pourquoi ne pas faire un graduat en sciences juridiques (3 ans d'études) ? Ce diplôme vous donnera accès à différents métiers : greffiers auprès des tribunaux, clercs de notaire, ...

Avocat, ça coûte combien ?

Des renseignements pratiques, des informations juridiques et un premier avis juridique peuvent être obtenus gratuitement dans les permanences de l'aide juridique de première ligne. De plus, l'ordre des barreaux francophones et germanophones permet à tous les justiciables de bénéficier d'une première consultation (d'une demi-heure environ) auprès d'un avocat pour 25 euros.

Les avocats fixent librement leurs honoraires et frais de dossier (frais de procès, de déplacement, ...). Certains pratiquent un tarif horaire selon le nombre d'heures qu'ils consacrent au dossier (cela



Après la visite de l'avocat en classe, on vous proposera de rédiger une plaidoirie. A partir d'un choix de sujets, vous plaidez pour l'une ou l'autre partie. Si votre texte est sélectionné, l'Ordre des barreaux francophones et germanophones vous décernera un diplôme tandis que votre classe recevra un chèque-cadeau et une invitation à visiter un palais de justice.

va de 50 à 500 euros) en fonction de leur notoriété, de leur expérience, de leur organisation, de leur spécialisation. Cela peut aussi prendre en compte l'importance, la complexité ou l'urgence de l'affaire et les capacités financières du client.

Renseignez-vous auprès des responsables des différents barreaux francophones et germanophones.

... et puis au boulot !

Après la visite de l'avocat en classe, on vous proposera de rédiger une plaidoirie. A partir d'un choix de sujets, vous plaidez pour l'une ou l'autre partie. Si votre texte est sélectionné, l'Ordre des barreaux francophones et germanophones vous décernera un diplôme tandis que votre classe recevra un chèque-cadeau et une invitation à visiter un palais de justice.

BARREAU ?

Autrefois, les avocats se tenaient derrière une barre en bois qui délimitait leur espace dans la salle. La barre a disparu, le terme est resté.



Des avocats dans votre classe

Depuis quinze ans, des avocats se rendent dans des classes de l'enseignement secondaire. L'objectif de cette opération "Un avocat dans l'école" : aider les jeunes à mieux comprendre les rouages de la justice. Intéressés ?

AVOCAT DANS L'ÉCOLE ...

Chaque année des avocats se rendent dans les classes de 5^{ème} et 6^{ème} secondaire.

Pour plus de renseignements sur l'opération "Avocat dans l'école" vous pouvez contacter l'OBFG ou 02 / 533 21 05 ou sd.comm@avocats.be

Des avocats se rendent dans les classes pour répondre aux questions sur la justice.

GLOSSAIRE

**ACCUSÉ :**

personne suspectée par la justice d'avoir commis un crime.

AUDIENCE :

séance de procès tenue par un tribunal ou une cour.

APPEL :

recours introduit contre une décision judiciaire.

ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE :

Partie du territoire de la Belgique couverte par un tribunal de première instance, un tribunal de commerce et un tribunal du travail.

AVOCAT :

juriste qui conseille un client, l'aide à s'exprimer ou parle en son nom dans un tribunal.

AVOCAT GÉNÉRAL :

magistrat représentant la société, notamment dans un procès d'assises.

BARREAU :

groupement d'avocats d'un arrondissement judiciaire.

BÂTONNIER :

président élu d'un barreau.

CLIENT :

personne conseillée ou défendue par un avocat.

CONDAMNÉ :

personne reconnue coupable d'une infraction par un tribunal.

CONTRAVENTION :

infraction mineure (code de la route, tapage nocturne,...) punie par le tribunal de police de peines de moins de 8 jours de prison et d'une amende de 25 euros maximum multipliée par 5,5.

CRIME :

infraction la plus grave (meurtre, assassinat, vol avec violence, viol,...) punissable de peines d'emprisonnement variant entre 5 ans et la perpétuité.

DÉLIT :

infraction moyennement grave (vol simple, escroquerie, coups et blessures, non-assistance à personne en danger,...) punissable d'emprisonnement de 8 jours à 5 ans et d'une amende de plus de 25 euros multipliés par 5,5.

DÉTENTION PRÉVENTIVE :

emprisonnement d'un suspect avant d'être jugé.

DROIT CIVIL :

partie du droit qui s'occupe des conflits entre des personnes.

DROIT PÉNAL :

partie du droit qui s'occupe des comportements qui ne respectent pas les lois.

GREFFIER :

fonctionnaire qui organise les audiences au tribunal, délivre des procès-verbaux, rédige les copies des jugements,...

INCLUPÉ :

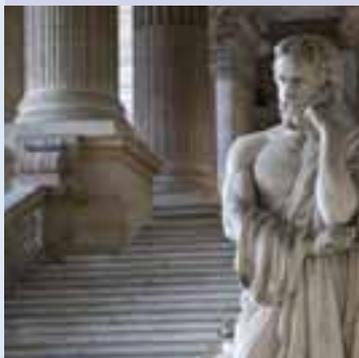
personne pour laquelle il existe de sérieux indices de culpabilité.

INFORMATION :

phase préalable au procès pendant laquelle le parquet constitue un dossier à partir des informations apportées par la police.

INFRACTION :

acte interdit par la loi.

**INSTRUCTION :**

enquête menée par le juge d'instruction avec la police pour préparer le travail des juges au tribunal.

JUGE :

personne nommée par le Roi et chargée de trancher les litiges en appliquant les lois.

JUGE D'INSTRUCTION :

magistrat qui instruit un dossier à charge et à décharge avant un procès.

JUGE DE PAIX :

magistrat qui s'occupe des conflits entre voisins, entre propriétaire et locataire,...

JURÉ :

simple citoyen appelé à juger dans un procès d'assises.

JURIDICTION :

tribunal ou cour chargé de juger.

JURISPRUDENCE :

interprétation de la loi par les tribunaux

JURISTE :

personne ayant étudié le droit.

JUSTICIABLE :

personne qui a affaire avec la justice.

LITIGE :

conflit.

MAGISTRAT :

juge.

MINISTÈRE PUBLIC :

parquet

PARQUET :

procureur du Roi et ses assistants (appelés des substituts).

PARTIE CIVILE :

victime(s) d'un délit ou d'un crime qui demande(nt) réparation.

PEINE ALTERNATIVE :

peine remplaçant une amende ou un emprisonnement.

PERQUISITION :

recherche de la preuve d'une infraction en pénétrant de force chez un particulier.

PRÉVENU :

personne qui fait l'objet d'une accusation devant un tribunal correctionnel ou de police.

PROCÉDURE :

règles gérant l'organisation de l'enquête et du procès.

PROVOCATEUR DU ROI :

magistrat représentant les intérêts de la société dans un procès pénal.

RECONSTITUTION :

fait de rejouer un crime ou un délit durant l'enquête.

SUBSTITUTS :

assistants du procureur du Roi.

SUSPECT :

personne soupçonnée d'avoir commis une infraction.

